

**Lutte contre le terrorisme -
Migrations - Attractivité - Discours
de M. Emmanuel Macron, président
de la République, aux préfets -
extraits**

(Paris, 05 septembre 2017)

Monsieur le Ministre d'État,

Madame la Ministre,

Mesdames et Messieurs les Préfets,

Mesdames et Messieurs les Directeurs généraux et Directeurs,

(...)

Dès ma prise de fonction j'ai souhaité renforcer l'efficacité de la lutte contre le terrorisme et pour cela je veillerai avec le ministre de l'intérieur à ce que vous puissiez disposer de tous les moyens nécessaires pour mettre en oeuvre cette priorité. Je connais dans le domaine votre engagement de longue date et l'engagement de toutes nos forces, policiers, gendarmes, militaires de Sentinelle, pour lesquelles je vous demande d'être à leurs côtés dans l'exercice quotidien de leurs missions et de les assurer de toute ma confiance. Et à ce titre le dispositif Sentinelle fera l'objet d'une adaptation lors du conseil de défense et de sécurité du 13 septembre prochain qui nous sera soumis par le ministre de l'intérieur et la ministre des armées.

Lorsque notre pays a été frappé par le terrorisme islamiste nous n'étions pas prêts pour affronter durablement cette menace. Et je ne fais ici d'attaques à l'égard de qui que ce soit, cette menace est survenue à partir de 2012, nous en avons eu dans le monde occidental les prémices cruels plusieurs années plus tôt mais ce terrorisme islamiste a pris un jour nouveau, il touche tous les continents et il a impliqué de la part de mon prédécesseur et des gouvernements qui ont précédé celui d'Édouard Philippe des mesures multiples pour justement en quelque sorte rattraper le retard, se conformer à la nature de cette menace profondément nouvelle. Plusieurs lois ont ainsi été votées rehaussant le niveau de protection des Français et l'ajustant après chaque attentat qui faisait survenir d'ailleurs des formes nouvelles d'intervention et qui révélaient une organisation sur notre territoire comme à l'international, dont les caractéristiques étaient profondément différentes. Nous nous sommes installés dans l'état d'urgence plusieurs fois renouvelé pour également répondre à cette menace. Malheureusement ceci n'a pas empêché le cancer de la radicalisation de proliférer insidieusement dans notre société profitant parfois de l'aveuglement ou de la complaisance de

certain.

Aujourd'hui, notre défi est de protéger efficacement les Français contre une menace terroriste permanente et protéiforme dans le cadre du droit commun. C'est l'objet même du projet de loi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme que le ministre de l'intérieur va présenter prochainement à l'Assemblée nationale. Je souhaite que cette loi importante nous permette de sortir d'un état d'urgence qui dure depuis trop longtemps et qui n'a pas permis d'éviter les attentats. Et sur ce point, je dois le dire, c'est l'esprit d'équilibre qui nous a conduits et les arbitrages pris par le Premier ministre ont été conformes à cette philosophie. Je ne céderai ni à celles et ceux qui voudraient nous faire croire que sortir de l'état d'urgence serait mettre en danger nos concitoyens. Ont-ils oublié que sous l'état d'urgence nous avons subi des attentats ? Ne savent-ils pas que l'état d'urgence n'est pas conçu pour durer ? Veulent-ils continuer à mentir ? Mais je ne céderai pas davantage à celles et ceux qui pensent que notre État de droit ne souffrirait aucune adaptation compte tenu du fait même que cette menace, ce terrorisme islamiste auquel il convient de donner un nom, a des formes d'intervention, s'appuie sur des comportements atypiques auxquels nous n'étions pas préparés et qui supposent donc des réponses dans le cadre de l'État de droit adaptées, c'est l'objet de ce texte, c'est pourquoi il est équilibré.

Nous ne renonçons en rien à nos valeurs et à nos principes, l'État de droit est défendu et je souhaite que précisément nous puissions au 1er novembre sortir de l'état d'urgence mais nous ne cédon rien non plus à la complaisance, nous protégerons par ce texte de loi nos concitoyens avec des mesures concrètes. Elle garantira cette loi un niveau très élevé de sécurité en renforçant la protection des libertés par un contrôle accru du juge, une intervention du juge des libertés et de la détention pour les visites domiciliaires et des mesures ciblées, proportionnées, exclusivement liées à la finalité de prévention et de lutte contre le terrorisme; c'est cela dont il s'agit et rien d'autre. On ne protège pas les Français contre le terrorisme en voulant interdire toutes les manifestations mais on ne protège pas bien les Français contre le terrorisme en considérant qu'en effet certaines mesures de restriction de liberté de circulation, certaines mesures d'écoute ne sont pas indispensables compte tenu même du comportement de celles et ceux qui opèrent au quotidien cette menace.

La loi fera l'objet d'une évaluation en 2020 afin qu'elle puisse être ajustée à la lumière de son application. Cela signifie que nous souhaitons sur ce sujet avoir une pleine transparence, un vrai débat parlementaire et donner au Parlement toute sa place. Je souhaite que le Parlement puisse voter cette loi dans les meilleurs délais pour que nous puissions sortir de l'état d'urgence. Elle vous donnera les moyens accrus d'assurer la sécurité de nos concitoyens face à cette menace terroriste mais je souhaite aussi que le Parlement puisse l'évaluer parce que c'est de bonne politique. Ainsi, en 2020 si certaines mesures s'avèrent inutiles ou inadaptées elles seront supprimées. En revanche, si des changements technologiques, si des stratégies nouvelles des terroristes l'imposent cette loi sera complétée. La menace change en permanence mais il importe que nous puissions aussi évaluer en permanence nos dispositifs.

J'attends de vous dès son adoption une implication sans faille dans la mise en oeuvre notamment celles qui concernent la mise en place de périmètres de protection dont les derniers attentats ont souligné l'impérieuse nécessité, la fermeture des lieux de culte radicaux à l'égard desquels je ne veux aucune complaisance ou bien les mesures de surveillance concernant les personnes qui adhèrent ou soutiennent le terrorisme.

Ensuite, il faut améliorer la coordination territoriale des services dans la lutte contre le terrorisme en partageant mieux l'information et en visant l'excellence opérationnelle. Mes prédécesseurs ont dû modifier les lois à juste titre pour adapter notre réglementation à ces évolutions comme je l'évoquais. Mon souhait est que nous ayons le minimum de modifications législatives après cet exercice. Par contre, nous devons viser l'excellence opérationnelle et je veux aussi que nous rompions avec une forme d'habitude qui est dès que nous avons une difficulté on cherche à faire une loi, regardons déjà tout ce que nous pouvons faire dans le cadre de la loi existante.

Vous devez ainsi disposer de toutes les informations pour prendre les décisions nécessaires à la protection de nos concitoyens. Et je serai intraitable en la matière, je souhaite que les préfets disposent de toute les informations pertinentes pour eux. Vous pilotez ce sujet, vous en êtes responsables et donc je ne souffrirai aucune rétention d'informations à l'égard des préfets sur leurs territoires. C'est à vous qu'il revient d'arbitrer, de décider sur la base des informations et des propositions des services. Le partage doit être la règle, la rétention l'exception. Je comprends parfaitement la nécessité de respecter la confidentialité des sources et des méthodes mais le terrorisme est mobile, agile, connecté et nos concitoyens n'acceptent plus les dysfonctionnements dans les services lorsque des attentats sont commis ou lorsque des tentatives d'attentat sont déjouées comme en témoigne le retour d'expérience sur le dernier attentat à quelques mètres d'ici au bas des Champs-Élysées où l'un des problèmes à la racine était ce partage d'informations que j'évoquais.

C'est d'ailleurs dans cette logique de mutualisation et de partage d'informations qu'une de mes premières décisions a été de créer la Coordination nationale du renseignement et de la lutte contre le terrorisme dont j'ai confié la responsabilité au préfet de Bousquet. J'ai souhaité aussi que l'on vous simplifie la tâche, celle des services opérationnels, des policiers et des gendarmes sur le terrain. Cette nouvelle organisation va conduire à simplifier notre dispositif de renseignement notamment les services d'état-major au sein du ministère de l'intérieur par l'unification des différentes structures qui travailleront avec la coordination et en appui du rôle des préfets. Simplification portée par le ministre d'État, plus grande transparence et coordination auprès du coordinateur qui permet là aussi de croiser les informations quelles que soient leurs sources venant de l'intérieur comme de l'extérieur et partageant aussi avec les sources de renseignement venant qui de la pénitencière ou des militaires.

Pour améliorer l'exploitation des informations sept décrets relatifs aux fichiers de renseignement viennent d'être également publiés au début du mois d'août. J'ai également demandé au SGDSN d'engager une réflexion sur la modernisation et les possibilités de croisement de certains de ces fichiers. Parmi ces derniers il y a notamment le Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste, ce fichier, ce fameux FSPRT qui pour certaines et certains fait, je le sais, le quotidien, je vous demande de l'actualiser vraiment régulièrement lorsque vous présidez en particulier les groupes d'évaluation départementaux que je vous demande vraiment de présider personnellement et qui sont ce lieu de la coordination permanente et du partage d'informations. Il fonctionne bien, c'était une bonne mesure, je souhaite qu'on puisse véritablement en faire l'outil, la courroie pour vous de ce partage d'informations auprès du ministre d'État.

Parmi les individus qui figurent dans le FSPRT je suis particulièrement préoccupé par ceux qui présentent des troubles psychologiques ou psychiatriques, ces sujets doivent bien évidemment

être traités avec les agences régionales de santé. Là-dessus nous rentrons dans un débat sensible et je fais une parenthèse, lorsque le ministre d'État a ouvert à juste titre ce sujet il n'a pas proposé que la psychiatrie soit annexée au ministère de l'intérieur comme certains ont voulu le croire ou l'entendre. De la même façon, je crois que nul ne peut expliquer à nos concitoyens que lorsqu'un individu a été signalé à tous les services, est identifié comme dangereux, sans aucun lien avec le ministère de l'intérieur il puisse être libéré d'un hôpital psychiatrique où il se trouve alors même que chacun sait qu'il incarne une menace pour le reste de la collectivité.

Je ne dis pas que le terrorisme islamiste que j'évoquais tout à l'heure se réduit aux troubles psychiatriques mais je dis que ce terrorisme islamiste organisé, structuré sur notre territoire et à l'étranger que vous combattez au quotidien, que nous sommes en train de démanteler, que nous combattons sur des théâtres d'opérations et que nous vaincrons ils déclenchent chez les individus les plus fragiles des comportements dangereux. Soit en ramenant à sa cause des individus fragiles qui n'avaient rien à voir initialement avec la radicalisation, soit en conduisant ou en poussant à l'acte des individus fragiles qui par mimétisme, et je n'irai pas plus loin sur ce terrain, commettent des actes irréparables. Et donc ces sujets sont liés avec des frontières qu'il convient de préserver, avec une complexité extrême qu'il convient d'éclairer mais ne pas le regarder en face c'est réduire votre efficacité, c'est ne pas protéger correctement nos concitoyens. Je veux donc plus de coordination entre vous et les Agences régionales de santé et je souhaite que vos propositions, vos initiatives prises à partir du terrain puissent éclairer la décision nationale sur ce point. J'ai aussi demandé à la ministre des solidarités et de la santé de proposer pour la fin de l'année une vraie stratégie en matière de psychiatrie et de pédopsychiatrie pour au-delà de ces symptômes extrêmes que nous observons sur le terrain on puisse apporter une réponse concrète à ce nouveau fait social qui est bien là.

Les groupes d'évaluation départementaux doivent aussi être l'occasion d'organiser le partenariat avec d'autres acteurs notamment les collectivités territoriales. Ce partenariat doit permettre d'organiser le suivi des individus radicalisés ou en voie de radicalisation. Avec les collectivités territoriales vous avez également engagé un important travail pour sécuriser l'espace public notamment à l'occasion de grands rassemblements et pour renforcer la protection des points sensibles. Et je veux à cet égard vous remercier pour le bon déroulement et la sécurisation des événements festifs et culturels qui ont marqué la saison estivale et touristique.

Enfin, la lutte contre le terrorisme passe évidemment par une coopération renforcée au sein de l'Union européenne notamment en matière d'échange d'informations avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne entre autres mais pour ces quelques pays j'ai pu les réunir le 28 août dernier, réunir les chefs de gouvernement, et nous avons pu encore accroître les coopérations en la matière. Le travail européen sur ce sujet a conduit ces dernières années à de véritables améliorations sur le plan législatif et de la réglementation. C'est aujourd'hui une amélioration opérationnelle que nous avons à conduire entre les principaux pays européens qui ont destin lié sur ce sujet. Et donc c'est sans relâche ce travail qu'à vos côtés je souhaite que nous puissions conduire pour améliorer notre efficacité collective.

Je souhaite aussi revoir notre politique de prévention de la radicalisation et pour cela je m'appuierai sur vous afin d'y impliquer plus fortement la société civile et les acteurs locaux. Un plan national de prévention de la radicalisation sera arrêté à l'occasion d'un comité interministériel qui se réunira d'ici la fin de l'année. Je souhaite qu'il puisse notamment

s'inspirer de plans d'action établis par les préfets qui dans leurs départements sont confrontés à des processus de radicalisation qui gangrènent certains territoires. Sur ce sujet je souhaite aussi que vous puissiez être des acteurs parce qu'au quotidien vous éclairez la décision politique une connaissance très fine de ces territoires de radicalisation. Ils se sont installés parfois, je l'évoquais tout à l'heure, parce qu'il y a eu de la complaisance localement, parce qu'il y a eu un affaiblissement d'une politique d'intégration ou d'une politique de la ville à certains moments, parce qu'il y a eu la conjonction de certains facteurs politiques, socioéconomiques qui a conduit certains et certains à pouvoir enraciner une idéologie mortifère.

Ce plan national de prévention de la radicalisation doit être éclairé territorialement parce que les dynamiques sont profondément différentes, parce que les ramifications sont d'ailleurs parfois étanches entre ces territoires mais ont des liens avec d'autres pays européens. Ce travail a été fait pour certains quartiers, je pense à Trappes pour les Yvelines, et le plan qui m'a été communiqué propose une stratégie d'action qui mobilise tous les services de l'État, les collectivités et qui met en lumière justement des ramifications avec certains pays étrangers. Je souhaite que pour chacun des territoires identifiés comme sensibles sous la supervision du ministre de l'intérieur vous puissiez conduire ce travail très fin et très précis avec un plan d'action spécifique. Et j'invite les préfets qui sont confrontés à ces situations à élaborer ces plans d'action et à les adresser au ministre avant la fin de l'année.

Dans le cadre du futur plan national de prévention de la radicalisation une expérimentation d'un centre de personnes radicalisées sous-main de justice sera arrêtée d'ici la fin de l'année. Je souhaite par ailleurs une grande vigilance sur les retours des zones de combat. Dans ce cadre il convient d'appliquer strictement le protocole défini par le précédent gouvernement. S'agissant des mineurs revenants ils ne peuvent pas continuer à relever de la prise en charge de droit commun dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance. Les ministres concernés, de la justice, de la solidarité et de la santé et de l'intérieur, doivent nous présenter des propositions d'ici à la fin de l'année. Ce sujet plus particulier des mineurs revenants est un sujet qui implique notre grande vigilance, une coordination au sein du gouvernement extrême et une amélioration de la réponse que nous apportons aujourd'hui.

Enfin, lorsque j'ai reçu le nouveau directeur de l'administration pénitentiaire je lui ai fixé comme priorité le renforcement du renseignement pénitentiaire et lui ai demandé de présenter au ministre de la justice dans les prochaines semaines une nouvelle stratégie de prise en compte des personnes radicalisées dans les prisons. Je ne mésestime pas les défis qui sont ceux du monde pénitentiaire mais celui du bon renseignement et du suivi de la radicalisation est absolument déterminant si nous voulons précisément avoir un renseignement efficace et assurer un suivi dans la continuité en particulier au moment de la sortie.

Mesdames et Messieurs les Préfets, la lutte contre le terrorisme implique que l'ensemble des services qui y concourent soit en permanence sous tension. Je sais parfois la fatigue qui a pu exister dans certains services, je sais la lassitude que certains ont pu avoir se disant que cette bataille était sans fin, je ne pense pas qu'elle soit sans fin mais elle dure et elle va vraisemblablement durer. Mais elle implique notre détermination constante et je veux ici vous dire le soutien qui sera le mien pour l'action que vous conduirez en la matière sous l'autorité de votre ministre.

Je veille à ce sujet personnellement, en présidant chaque semaine le conseil de défense et de

sécurité, au cours duquel l'ensemble de cette politique est évaluée et actualisée.

(...)

Dans chacun de vos rapports, vous évoquez - certains plus que d'autres, mais c'est normal - un autre sujet majeur : celui de la pression migratoire. C'est aussi un sujet de sécurité, mais c'est une question de principe qui engage nos valeurs fondamentales. C'est pourquoi je tiens à y revenir tout en le distinguant très clairement de la question du terrorisme que je viens d'évoquer, et en ne cédant à aucune facilité contemporaine dans lesquelles certains voudraient me conduire.

Sur la question migratoire, je vais être très clair, c'est un défi immense qui occupe une part considérable du temps de votre ministre depuis sa prise de fonction, mais c'est légitime. Je veux que l'on engage la refondation complète de notre politique d'asile et d'immigration, comme l'avait engagée le général De Gaulle avec l'Ordonnance du 2 novembre 1945. C'est cela ce que nous devons faire. Comme en 1945, il s'agit de sortir d'un affrontement stérile, entre droite et gauche, de sortir aussi d'un débat dont les termes sont, depuis plus de trente ans, imposés par la poussée des extrêmes.

Les réponses qui ont été apportées ont conduit à des ajustements successifs de l'édifice de 1945, sans une stratégie d'ensemble ! Et par voie de conséquence, sans réelle efficacité. Des pays voisins comme l'Allemagne ont engagé cette refondation, alors qu'ils étaient soumis à une forte pression migratoire, et ils ont réussi. Je souhaite donc que nous puissions prendre ce chemin.

Pourquoi en sommes-nous arrivés là ? Parce que je dirais qu'à chaque étape du flux on a raisonné en quelque sorte à l'envers. D'abord, on ne s'est pas suffisamment occupé de l'amont et de la maîtrise des flux migratoires dans les pays de départ et les pays de transit. Et donc, je le dis très clairement, penser que la politique de développement est un luxe que certains pourraient s'offrir ou une distraction réservée à quelques-uns dans la sphère publique est une erreur profonde ! Elle est au coeur de la politique migratoire. Quand on échoue dans la politique de développement, quand on n'arrive pas à construire ou à aider à construire un avenir à des femmes et des hommes dans leur pays, on crée les routes de la nécessité et de la misère. On les met dans la main des passeurs et des trafiquants. C'est ce que collectivement, nous avons réussi à faire aujourd'hui en Afrique. Le désert et la Méditerranée sont devenus des cimetières d'Africains, parce que nous avons défailli dans notre capacité collective à faire réussir l'Afrique.

Ensuite, nous accueillons mal, en ne garantissant pas rapidement une mise à l'abri ou un hébergement aux migrants. Il en résulte des situations indignes de notre pays et de sa tradition d'accueil, qui ne dissuadent en aucun cas les migrants de chercher un refuge en France, et qui sont dangereuses pour la cohésion sociale car elles nourrissent la xénophobie. Longtemps, je le sais, le dogme a été de dire «laissons faire la queue pendant des matins et des matins pluvieux à celles et ceux qui viennent demander l'asile, ça va les décourager». Il y a ça dans le cerveau reptilien collectif. Mais qui a traversé l'Afrique et la Méditerranée, qui revient d'Afghanistan ou que sais-je, n'est pas découragé par les matins à la préfecture ou la préfecture de Police, je vous le dis très franchement. On peut continuer très longtemps, ça ne marche pas, ça ne

marche plus.

Par contre, les laisser dehors sans hébergement d'urgence, c'est indigne de ce qu'est l'État français et de ce que sont nos valeurs, et c'est surtout ensuite la xénophobie chez certains ! Qui rend insupportable l'arrivée de ces migrants ! Qui construit la division nationale et fait monter les extrêmes uniquement ! Par contre, je souhaite que nous soyons beaucoup plus rapides dans l'instruction des dossiers. Parce que quand on regarde la situation actuelle, nous sommes trop lents à instruire des dossiers et à prendre une décision sur la situation de chaque migrant. ! Plus d'un an et demi, parfois deux ans ou trois ans lorsque les recours sont faits ! Là où certains de nos voisins le font en quelques semaines ou quelques mois !

C'est une vraie inefficacité dans laquelle s'enkystent des individus qui sont en situation irrégulière, qui y restent, qui s'y installent, là aussi de manière totalement insatisfaisante, parce qu'ils ne peuvent pas construire dignement leur vie dans le pays, et parce que ça n'est pas le respect de nos règles non plus !

Enfin, nous sommes inefficaces dans l'expulsion, la reconduite aux frontières de celles et ceux qui, in fine, n'ont pas l'accès au titre. Nous reconduisons beaucoup trop peu ! Nous n'arrivons pas à reconduire aujourd'hui à l'égard, y compris certains pays que nous aidons massivement ! La résultante de cette situation, c'est que nous laissons s'installer, nous avons aujourd'hui sur le territoire national des centaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière ayant été déboutés de différentes procédures, que nous ne reconduisons pas dans le pays d'origine. Et qui vivent dans un «no man's land» administratif. C'est de l'inefficacité, et une forme d'inhumanité.

Enfin, pour ceux qui sont autorisés à rester en France, notre politique d'intégration manque d'ambition et de moyens ! Nous sommes moins bons que la plupart de nos collègues européens pour apprendre la lecture rapidement, intégrer dans le marché du travail ou dans les filières qui permettent de trouver une place dans la société. C'est cela, le constat cruel de la situation dans laquelle nous sommes. Parce que, à chaque instant de cette chaîne, nous avons ajusté les comportements en pensant apporter la réponse du moment. Nous avons traité les symptômes, sans traiter la cause profonde.

Je veux agir sur chacun de ces segments pour refonder notre politique d'asile et d'immigration. Si nous n'engageons pas cette refondation, c'est le consensus républicain autour de notre tradition d'accueil et d'asile qui risque d'être remis en cause. Les seuls gagnants de cette situation, ce seront les extrêmes. Mais il faut que vous ayez présent à l'esprit que toute une jeunesse forme sa conscience politique et civique en nous regardant faire sur ce sujet. Elle regarde nos valeurs à l'épreuve des faits ! Elle regarde comment nous accueillons la misère du monde !

Il ne faut céder ni à la démagogie, ni aux facilités du quotidien. C'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement de présenter un projet de loi, en vue de son adoption au premier semestre 2018, et j'ai adressé une lettre de mission au Premier ministre pour que les ministres concernés par cette politique puissent agir. Il y a eu une première mobilisation de court terme. Le 12 juillet dernier, un plan gouvernemental a été présenté, très détaillé, qui répond à une partie du sujet. J'ai moi-même le 27 juillet dernier à Orléans, donné le cadre d'ensemble de cette refondation.

Et sur le premier volet que j'évoquais, le 28 août dernier, j'ai réuni les chefs d'État et de gouvernement tchadien, nigérien, espagnol, libyen, allemand et italien pour commencer à travailler sur l'origine même du problème.

Le texte de loi à venir, je souhaite qu'il ait un objectif simple : que le modèle français se rapproche du modèle allemand. Nous avons des défis communs. Ils vont supposer une adaptation de la réglementation européenne en commun. Rapprochons nos droits, soyons plus efficaces. Il s'agit d'assurer la maîtrise efficace des flux migratoires, et non «l'immigration zéro», tout simplement parce que «l'immigration zéro» n'est pas possible. Je le redis pour que chacun l'aie en tête : une grande partie de l'immigration légale aujourd'hui en France est constituée des 50.000 Français qui choisissent chaque année des conjoints étrangers, des 70.000 étudiants que nous accueillons, auxquels il faut ajouter ceux auxquels la France accorde sa protection en vertu de sa Constitution et de ses engagements internationaux, ceux qui sont persécutés, soit 35.000 personnes. «L'immigration zéro», elle n'existe pas ! Sauf à vouloir en terminer avec l'accueil d'étudiants étrangers, le regroupement familial et le droit d'asile. Cela n'est pas le choix qui est le mien, ni l'engagement que j'ai pris à l'égard des Français.

La France est le plus vieux pays d'immigration d'Europe, et c'est aussi la résultante de notre histoire, de notre géographie, de notre démographie, de notre économie.

Face à ces défis contemporains, nous avons écarté les quotas. Pourquoi ? Parce qu'ils ne pourraient, en tout état de cause, s'appliquer qu'à l'immigration professionnelle et qu'ils conduiraient à choisir les personnes en fonction de leur nationalité ou de leur origine, surtout parce qu'ils ne sont pas au cœur du défi qui est le nôtre : ce défi migratoire subi ! Celles des routes de la nécessité qui, à un moment, ont traversé les Balkans, qui aujourd'hui traversent la Méditerranée centrale, et qui commencent à revenir dans la Méditerranée occidentale.

C'est pourquoi à chacun des points de dysfonctionnement que j'évoquais tout à l'heure, je souhaite qu'on apporte une réponse forte et cohérente.

D'abord, qu'on traite le problème à la source, et que l'on mette en place en Afrique, une vraie réponse : celle durable de l'aide au développement. Ce que j'ai commencé à conduire avec l'annonce de cette Alliance pour le Sahel, avec dans les pays où nous intervenons, qui sont le cœur aujourd'hui de cette difficulté migratoire, que nous avons à vivre. Une vraie politique de développement et un travail partenarial avec les États de transit d'une part, le Niger et le Tchad, en ayant une coopération avec le HCR, en envoyant dans le cadre des listes fermées par le HCR, des missions de l'OFPRA pour pouvoir apporter, dès cet endroit, la protection à celles et ceux qui y ont droit, et en ayant une vraie coopération en termes de sécurité policière pour permettre de contenir le flux, et d'éviter qu'il n'aille gonfler les camps de réfugiés aujourd'hui en Libye.

Ensuite, avec une vraie coopération à l'égard des pays d'origine ! Elle est indispensable. C'est là aussi une coopération en termes de développement, mais aussi en termes de sécurité ; et nous avons ouvert les discussions, non seulement avec les pays de transit, mais les pays d'origine, qu'il s'agisse de moi-même, du Premier ministre, comme de l'ensemble des ministres concernés.

(...)

Parmi les personnes que nous accueillons, vous me signalez régulièrement le problème des mineurs isolés étrangers. Leur nombre a considérablement augmenté au cours des quatre dernières années, passant de 4.000 arrivées en 2012 à 16.000 en 2016. J'ai là-dessus demandé au gouvernement de faire des propositions d'ici la fin de l'année pour revoir complètement la question de l'accueil et de l'accompagnement de ces mineurs, qui n'est pas satisfaisante et qui représente une charge croissante pour les conseils départementaux. Ce sujet est bien identifié et sera traité donc de manière ad hoc.

Mais en même temps que je vous demande cet hébergement d'urgence, ce traitement digne et à mes yeux également, plus efficace parce qu'il sort de la rue de tous des femmes et des hommes qui n'ont pas à vivre dans la rue, je veux que nous changions en profondeur notre organisation du traitement administratif.

Il faut en effet accélérer le traitement de la demande d'asile. Le délai d'examen, je le disais, peut atteindre 18 mois aujourd'hui. L'engagement que j'ai pris est de le réduire à 6 mois en moyenne, tous recours inclus. Ce qui nécessite une réorganisation en profondeur, dès les premières heures sur le territoire national, de notre organisation collective. Et cela nécessite que vous vous impliquiez personnellement dans la maîtrise des délais d'accueil et d'enregistrement des demandes. Le ministre de l'intérieur vous adressera des instructions en ce sens, et vous précisera les moyens dont vous disposerez.

Mais concrètement, cela signifie que, dès que vous procéderez à la mise à l'abri ou à l'hébergement des migrants, il faut engager simultanément l'évaluation administrative, l'examen de leur situation pour être en mesure de prendre rapidement une décision sur leur statut. Pour cela, je vous demande d'organiser des déplacements des agents des préfectures, de l'OFII et de l'OFPRA dans les centres d'hébergement, et de mobiliser également les associations sur cette demande. C'est indispensable, et c'est un changement profond. Je ne vous demande pas d'accorder l'hébergement d'urgence sans conditions ! Je ne veux pas qu'on aille accorder l'hébergement d'urgence à qui arrive sur le territoire pour passer des semaines avant de faire la première démarche en préfecture ! Cela n'aurait aucun sens et ce serait aussi intolérable ! Parce que nos concitoyens seraient légitimes à nous dire «qui paie cela ? Quel est cet État où en effet, on héberge, alors qu'on ne commence pas à regarder administrativement quels sont les droits ?». Je vous demande cette double exigence d'inverser la logique dans laquelle nous nous sommes mis jusqu'alors. Je sais que ça supposera des réorganisations, peut-être des moyens et des adaptations qui sont prioritaires à mes yeux.

J'ai entendu dire, par ailleurs, que vous pouviez parfois rencontrer des réticences chez certains de ces acteurs. Si tel est le cas, vous m'aurez à vos côtés. Je comprends toutes les associations qui défendent les migrants lorsqu'on les traite de manière indigne. J'ai demandé d'ailleurs à chaque fois que la clarté soit faite ! C'est notre dignité de pouvoir répondre de l'action publique, lorsqu'elle est dénoncée, ou lorsque certains considèrent qu'elle n'est pas à la hauteur de nos valeurs ! Mais je n'accepterai jamais que, lorsque l'administration vient faire son travail dans un centre d'hébergement, une association puisse empêcher à l'administration de le faire. C'est cette double exigence que nous devons tenir. Cette double exigence. Et aujourd'hui,

certaines associations ont un discours qui se nourrit de notre inefficacité. Ayons cela en tête ! Nous avons donc être efficaces à tous égards.

Cette logique, si je puis dire, de «traitement à la source» a été mise en oeuvre pour la première fois à Paris lors de l'évacuation récente du 36ème campement. À cette occasion, il a été procédé à la mise à l'abri systématique des 2.300 personnes et, de manière concomitante, à l'examen de leur situation administrative ; ce qui a permis d'identifier rapidement celles qui relèvent du dispositif de Dublin, afin d'organiser leur éloignement vers l'État membre de l'Union européenne dont relève l'examen de leur demande d'asile.

De même, dans les Hauts-de-France, des centres d'accueil et d'évaluation administrative des situations ont été créés pour répondre à la situation de Calais. Ils fonctionnent selon la même logique : hébergement et traitement administratif concomitant. Ces centres vont préfigurer une nouvelle organisation dont toutes les conclusions devront être tirées dans le projet de loi à venir.

Nous devons évidemment ensuite reconduire les personnes qui n'ont pas vocation à demeurer sur le territoire. Il faut donc réexaminer les situations et les dispositifs actuels de reconduite à la frontière, dans le sens de l'efficacité. Ainsi, pour accélérer la délivrance des laissez-passer consulaires avec les pays récalcitrants et assurer le suivi et le développement d'accords bilatéraux migratoires et de sécurité avec les pays d'origine et de transit, un ambassadeur sera nommé dès demain en conseil des ministres, avec une action avec l'ensemble des pays de transit et des pays d'origine.

Le projet de loi immigration et asile, qui sera porté par le ministre de l'intérieur, comportera plusieurs dispositions pour vous permettre d'améliorer les retours dans les pays d'origine ! Là aussi de manière très concrète, en faisant comme nos voisins, en particulier l'Allemagne. Je souhaite sur ce sujet, que nous puissions également avancer de manière beaucoup plus efficace au niveau européen. Il y a aujourd'hui sept textes qui constituent le «paquet asile». Je souhaite que nous puissions accélérer leur discussion, leur redonner une véritable cohérence, parce que notre réponse est aussi une réponse européenne, et je veux à cet égard saluer la qualité de notre coopération avec plusieurs gouvernements, en particulier le gouvernement et les autorités italiennes.

Enfin, il faut résolument intégrer les étrangers qui ont vocation à demeurer sur le territoire, et je pense en particulier aux réfugiés statutaires. D'une part, nous allons amplifier notre démarche d'accueil des réfugiés dont un trop grand nombre sont encore accueillis dans les centres d'accueil et d'orientation ou dans le dispositif national d'asile, alors qu'ils devraient bénéficier d'un logement. Un délégué interministériel à l'intégration des réfugiés va ainsi être nommé pour organiser leur accompagnement en matière de logement, mais aussi de santé, de formation et d'accès à l'emploi.

Nous allons aussi relancer la politique d'intégration républicaine, dont le chantier avait été abandonné en 2014. Il n'y a pas d'accueil possible dans la durée sans intégration, et nous devons relancer de manière beaucoup plus efficace l'apprentissage de français, l'intégration dans certains métiers, mobiliser les acteurs économiques à ce travail indispensable ! Parce que ceux que nous ne savons pas intégrer aujourd'hui, ce seront nos difficultés de demain. Nous

l'avons déjà essayé et nous en avons vu les problèmes.

À ce titre, Aurélien Taché, député du Val d'Oise, sera chargé d'une mission sur la refonte de la politique d'intégration qui devra notamment privilégier l'apprentissage du français.

Nous voulons aussi, enfin, attirer en France et en Europe des étudiants présentant un haut potentiel, des chercheurs, des créateurs d'entreprise, et ce sera aussi une dimension importante du projet de loi présenté par le ministre de l'intérieur.

La situation actuelle plaide évidemment pour le maintien des contrôles aux frontières intérieures, en particulier sur la frontière franco-italienne, à l'issue de l'état d'urgence le 1er novembre. Le renforcement des contrôles prévus par le projet de loi de lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure le permettra.

J'ai conscience d'avoir été très détaillé sur ce point, mais je voulais à la fois, de manière extrêmement explicite et très directe, vous donner mon diagnostic, mais également les principes que je souhaitais voir suivre durant les prochains mois et les prochaines années en cette matière. C'est un défi immense, nous devons le réussir.

(...)

Je vous remercie./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)